

WRA

SELARL DE MANDATAIRE JUDICIAIRE
Pierre-François ROUHIER

37 Rue Belvalette 62200 BOULOGNE-SUR-MER Ouvert du Lundi au Vendredi de 9 h 15 à 11 h 45
Courriel : boulogne.wra@mandaction.fr Téléphone : 03 21 34 58 10 Télécopie : 03 21 97 05 30



APPEL D'OFFRES

FONDS DE COMMERCE DE CAFÉ BAR RESTAURANT

72 Rue Royale

Liquidation judiciaire du 17 octobre 2025

SARL CAFE DE PARIS - CALAIS

RCS BOULOGNE-SUR-MER 450 892 203

La SELARL WRA invite les candidats intéressés à l'acquisition à la contacter à l'effet d'obtenir tous renseignements nécessaires leur permettant, après étude, de formuler leurs propositions.

Les offres devront être **écrites, fermes et définitives**, et comporter **impérativement** sous peine d'irrecevabilité :

- prix forfaitaire pour le fonds, les frais d'acte étant en sus,
- tout élément utile de solvabilité,
- identité complète du candidat avec pièces justificatives (carte d'identité, kbis...),
- chèque d'acompte ou virement de 10 000,00€ au nom de la SELARL W.R.A.
- rédacteur d'acte : au choix et frais de l'offreur sous réserve de l'avis favorable de la SELARL W.R.A.

Une seule offre par personne, sans aucune possibilité de surenchère.

Toute offre inférieure à 150 000€ sera écartée d'office.

Elles devront être remises en original sous pli au plus tard le **vendredi 09 janvier 2026 à 12 heures** à :

SELARL WRA – 37 Rue Belvalette à BOULOGNE-SUR-MER (62200)

Un dossier de présentation est disponible auprès du Liquidateur portant sur les éléments suivants :

- Bail Commercial
- Kbis et état des inscriptions de la SARL CAFE DE PARIS - CALAIS
- Inventaire de Maître Anne RICHMOND, Commissaire de Justice,
- Bilans 2022, 2023, 2024.

Un engagement de confidentialité devra être signé avant toute remise de document.

Il est rappelé que TOUTE OFFRE ENGAGE SON AUTEUR qui devra s'assurer de pouvoir délivrer les fonds à bref délai :

« Aussi, s'agissant de l'auteur d'une offre d'achat de fonds de commerce n'ayant pas rétracté celle-ci avant l'ordonnance du juge commissaire autorisant le liquidateur à céder le bien à l'amiable, ni formé de recours contre ladite ordonnance qui lui avait été régulièrement notifiée, une cour d'appel a pu décider qu'en refusant, sans justifier d'aucun motif légitime tiré de la non réalisation des conditions suspensives dont l'offre était assortie, de procéder à la vente ordonnée par le juge commissaire, l'auteur de l'offre avait commis une faute engageant sa responsabilité » (Cass.Com, 14/06/1994, pourvoi n°92-14721).